L’après-Paris : de vrais espoirs

Partage international nº 329 – Février 2016

Christiana Figueres, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, était en charge des négociations lors de la conférence de l’Onu sur le Climat de Paris (Cop21). Elle-même et ses hôtes français ont été félicités d’avoir conduit ce sommet à un tel niveau de réussite.

A la différence des sommets précédents, aboutissant à des traités comportant des dispositions précises et des séries d’obligations (jamais ratifiées par le sénat américain contrôlé par les républicains), les négociations sur le climat à Paris ont impliqué les gouvernements, les capitaines d’industries et les groupes militants de toutes les nations afin qu’ils se présentent avec des propositions pour faire baisser les émissions.

Les dirigeants de 195 pays, répondant à la préoccupation croissante de leurs citoyens, se sont déterminés à limiter la hausse des températures au-dessous de 2 degrés C. Christiana Figueres a déclaré : « *Nous avons instauré un nouveau modèle pour la résolution des problèmes planétaires complexes. Les différents pays ont dû dépasser de multiples lignes de fractures pour arriver à un accord à Paris : la divergence entre pays riches et pays pauvres, entre secteurs publics et privés, entre les différentes régions.* » Elle a ajouté : « *Paris représente un immense espoir. Nous pouvons désormais avoir confiance dans le fait que dès lors que nous décidons de faire quelque chose, nous y parvenons.* »

Anne-Marie Slaughter, ancienne membre du département d’Etat américain et présidente de la fondation New America, a qualifié Paris de « *modèle de gouvernance mondiale efficace pour le 21e siècle. […] C’est une orientation significative vers la résolution des problèmes publics à l’échelle mondiale.* »

Lors de la sixième assemblée de l’Agence internationale des énergies renouvelables (Irena), du 15 au 22 janvier 2016 à Abou Dhabi, les pays membres ont pris des mesures pour augmenter les énergies renouvelables de 36 % d’ici 2030. Quelque 187 pays ont mis en avant des projets pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et feront pression sur les chefs d’Etat qui ne tiennent pas leurs promesses.

Lieu : Paris
Sources : guardian.co.uk ; irena.org
Thématiques : environnement
Rubrique : S.O.P. — Sauvons notre planète